

PROGRAMME DE TRAVAIL 2021 .

Photo by Lance Anderson Trolle on Unsplash

TRANSITIONS NOUVELLES ■

2021 s'annonce comme une année de multiples transitions pour l'Europe. Le Covid aura bouleversé toute l'année 2020 et devrait continuer de peser lourdement sur le cours de l'année nouvelle. Avec près de 300 000 morts à ce jour, la pandémie a singulièrement frappé notre continent. Un retour complet à la situation sanitaire antérieure paraît à court terme hors de portée et oblige à vivre encore plusieurs mois de l'année avec un virus imprévisible, malgré l'espoir d'une prochaine vaccination.

Si la crise sanitaire se résorbe, ses dégâts économiques vont se poursuivre. Le chômage devrait enfler. C'est tout l'objet du plan de relance européen, conclu l'été dernier, que de servir d'antidote à la crise économique. Par ses investissements dans l'avenir, il doit faire émerger une économie post-Covid résiliente à de tels chocs, qui révèlent les apories de notre temps.

La relance doit ainsi notamment servir de puissant stimulant à une transition en cours mais vitale aujourd'hui d'accélérer: la transition écologique, avec le défi social qui en est le corollaire. Le Pacte vert européen sert de pièce maîtresse pour y répondre. L'UE, qui s'est fixée des objectifs ambitieux face au changement climatique, entend ainsi conduire la course en tête pour asseoir sa compétitivité dans des produits et services exigeants en innovation, alors que la Chine du Président Xi et les Etats-Unis du Président-élu Biden visent désormais le même objectif que celui de l'UE: la neutralité climatique.

La question climatique peut donner aux Européens un premier terrain d'entente avec la prochaine administration Biden, qui prendra fonction début 2021 au terme d'une transition de pouvoir compliquée. Le climat mais aussi la Chine, la démocratie libérale, la sécurité et le numérique sont autant de dossiers à l'agenda d'une relation transatlantique post-Trump, qui reste à redéfinir.

Autre agenda, celui avec le Royaume-Uni sorti officiellement de l'UE. 2021 marque ici la fin d'une transition et le début, cette fois véritable, de l'ère post-Brexit. Maintenir des relations sinon étroites du moins loyales avec ce grand voisin restera au cœur des préoccupations des Européens, pour qui, plus largement, l'établissement et le respect de règles de concurrence équitables doivent conditionner la fluidité des échanges commerciaux, en particulier avec de puissants acteurs comme la Chine.

La cohésion des Vingt-Sept est essentielle dans tous ces dossiers et le rôle de l'Allemagne, pivot. Bien que sa présidence européenne sera achevée, avant d'en passer le relais au Portugal puis à la Slovaquie, les yeux resteront en partie rivés vers Berlin en 2021, année d'élections fédérales et de transition post-Merkel. Le départ de la chancelière, au pouvoir depuis 2005, devrait marquer non seulement la politique outre-Rhin mais infléchir l'Union toute entière.

L'Institut Jacques Delors inscrit sa réflexion dans le cadre mouvant et incertain de ces transitions. Internes ou externes à l'Union, toutes ont prise sur la conduite des politiques

européennes, qu'elles soient budgétaire, commerciale, sociale, énergétique, industrielle ou encore migratoire. Elles soumettent à de nouveaux défis ses institutions et leur gouvernance. Ces changements appellent des décryptages, des bilans, des mises en perspective et des propositions, qui seront au centre des activités de notre think tank pour « penser l'Europe », selon la devise commune avec nos 'sœurs' de Berlin et Bruxelles, avec qui nous poursuivrons notre collaboration.

Nos travaux s'emploieront à nourrir la Conférence sur l'avenir de l'Europe, qui doit se déployer au cours de l'année pour s'achever au premier semestre 2022, durant la présidence française du Conseil de l'UE, dont nous aurons aussi à cœur d'accompagner, dès à présent, la préparation.

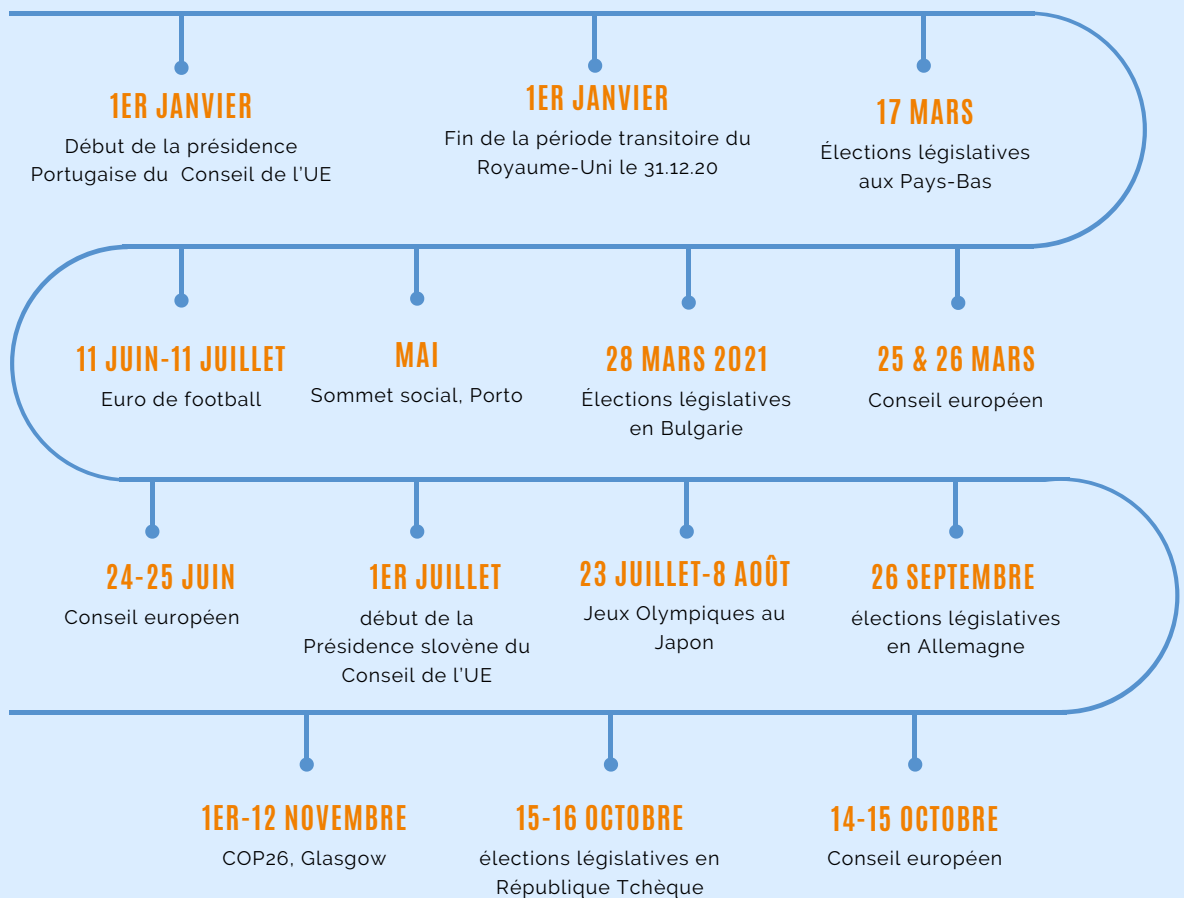
Année charnière donc, 2021 sera aussi une année anniversaire pour notre Institut, celle de ses 25 ans. L'occasion de nous manifester plus encore auprès de ceux qui construiront l'Europe de demain. Autrement dit, ici aussi, d'assurer la transition par plusieurs initiatives.

Dans une Europe travaillée par ces transitions, nous mènerons nos activités selon trois mots d'ordre en prise avec les défis actuels de l'intégration européenne et qui s'appuient sur nos fondamentaux delorians : réussir la relance de l'économie par sa transformation verte et solidaire, bâtir une puissance responsable et consolider l'appartenance à l'Union, qui tous requiert une gouvernance plus adaptée.

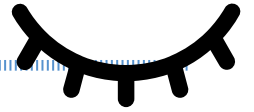
Enrico Letta, Président

Sébastien Maillard, Directeur

L'ANNÉE EUROPÉENNE 2021 EN 1 COUP D'ŒIL



LE PROGRAMME DE TRAVAIL 2021 EN 1 COUP D'ŒIL



- Conférence Jacques Delors avec Ursula von der Leyen
- BD en projet



RELANCE

- Un droit européen à la formation continue
- Conférence au sommet social de Porto
- « Europe de la santé »



- Engager la France dans le Pacte vert européen
- Innover pour la transition énergétique
- Projet H2020 « Referee » sur l'efficacité énergétique

PUISSANCE

- Groupe de travail UE/Chine
- Suivi relation UE/Etats-Unis
- « Autonomie stratégique ouverte »
- Stratégie numérique commerciale

APPARTENANCE

- Rapport sur l'impact du Covid sur les populismes
- Observatoire politique du Parlement européen et appui à la Conférence sur le futur de l'Europe
- Groupe de travail migrations
- Projet H2020 « EU Idea » sur la différenciation



Photo by Kristoffer Trolle on Flickr

QUATRE ACTIONS POUR UNE NOUVELLE GÉNÉRATION D'EUROPÉENS .

A la faveur des 25 ans de notre think tank et à l'approche de la présidence française du Conseil de l'UE, nous souhaitons, fidèles à l'engagement de Jacques Delors pour l'éducation, mettre en avant plusieurs récentes ou nouvelles initiatives tournées vers les 18-30 ans pour qu'ils s'approprient à leur tour l'oeuvre européenne d'intégration.

■ L'Académie Notre Europe

2017 par notre président, Enrico Letta, l'Académie Notre Europe de l'Institut Jacques Delors propose un parcours de formation à la citoyenneté européenne aux jeunes de 18 à 30 ans. Son programme s'appuie sur l'expertise des sujets européens de l'IJD assortie du développement d'un réseau de chercheurs, praticiens, collaborateurs et décideurs de haut niveau de la construction européenne tissé depuis plus de vingt ans.

Sa quatrième promotion lancée le 16 octobre dernier, accueille près de 70 jeunes d'horizons variés et de 13 nationalités différentes, qui se réunissent un vendredi par mois – virtuellement durant la pandémie.

Les débats, conférences et ateliers permettent d'approfondir leurs connaissances sur l'UE, de développer leurs compétences et de se construire en tant que citoyen européen. Ce parcours, agréé comme formation reconnue, comprend lorsque les conditions sanitaires l'autorisent des voyages afin de découvrir les institutions et acteurs de l'UE.

Dirigée depuis 2019 par Sofia Fernandes, l'Académie associe aujourd'hui à ses travaux son réseau naissant d'alumni, constitué en association.

L'Académie est aussi invitée à participer à la prochaine édition de la **Budapest European Agora**.



■ Conférence Jacques Delors

Afin de contribuer au rayonnement de l'Académie et marquer de manière solennelle les 25 ans de l'IJD et élargir notre jeune public, nous clôturerons le parcours 2020/2021 à la mi-juin par un événement public, misant sur des conditions sanitaires alors améliorées.

Avec une intervention attendue de la Présidente de la Commission, Ursula von der Leyen, la "Conférence Jacques Delors" réunira les alumni de l'Académie et d'autres jeunes franciliens. Avec le dîner annuel – annulé exceptionnellement en 2020 en raison de la pandémie-, cette conférence a vocation à devenir l'autre grand événement public de l'Institut.

Bénéficiant du soutien de la fondation Gulbenkian, de la Région Ile-de-France et d'un soutien exceptionnel de la Macif, notre événement sera axé sur la formation et la mobilité des jeunes. Elle se déroulera près de Paris sur une journée comprenant des stands d'information thématiques et s'achèvera par un événement artistique.

■ Prix du livre "Mieux comprendre l'Europe"

Avec le soutien de la fondation Hippocrène, l'Institut Jacques Delors est partenaire du prix du livre « Mieux comprendre l'Europe » qui récompense chaque année, depuis 2009, un ouvrage sur la construction européenne destiné aux lycéens. Notre directeur est membre du jury présidé par Marie-Christine Vallet. Le prix 2020 a bénéficié de l'appui du ministre de l'Éducation nationale, Jean-Michel Blanquer; et d'une promotion accrue que nous poursuivrons plus encore en 2021.



Prix du livre
« Mieux comprendre l'Europe »

■ L'Europe de Jacques Delors en bande dessinée

Désireux de parler de l'Europe autrement et de toucher les jeunes adultes par des supports inédits, nous souhaitons mettre en chantier en 2021 l'édition d'une bande dessinée narrant les années de Jacques Delors à la tête de la Commission européenne.



FOLLOW
UP

Photo by Artur Szczybylo on Dreamstime.com

RÉUSSIR LA RELANCE DE L'ÉCONOMIE ET SA TRANSFORMATION VERTE ET SOLIDAIRE .

Une possible reprise en 2021 ne doit pas signifier un retour à l'économie telle qu'elle fonctionnait avant la pandémie mais entraîner sa transformation pour la rendre plus verte, solidaire et résiliente au moyen de politiques publiques adaptées. Le plan de relance, dont la mise en œuvre représente un défi de bonne gestion, doit agir en puissant stimulant d'une transition écologique innovante et socialement juste, avec le Pacte vert européen en fer de lance et sa pleine appropriation dans le débat français. Les reconversions professionnelles qu'entraîne cette transition exigent de développer dans l'UE une formation continue de qualité. Des leçons sont à tirer pour développer là où sa plus-value est nécessaire une "Europe de la santé".

■ Les défis de mise en oeuvre du plan de relance européen

L'accord historique du 21 juillet 2020 pour la relance européenne doit encore se concrétiser tandis que persiste la pandémie. L'engagement des sommes colossales en jeu et l'endettement des Etats en soutien à leurs économies soulèvent de nouvelles questions européennes à traiter:

- * How to spend it? Décaisser rapidement les fonds dédiés à la relance de l'économie européenne tout en veillant à la qualité de la dépense représente un défi sans commune mesure pour les institutions européennes et les Etats membres, avec leurs plans nationaux. L'Institut Jacques Delors s'attachera à valoriser les bonnes pratiques de gouvernance dans l'usage des nouveaux subsides européens.
- * Des fonds à contrôler. Outre la sensible question de la conditionnalité des aides européennes au respect de l'état de droit, la relance publique exige une lutte étroite contre les risques de fraude et de corruption. Nous suivrons de près les débuts du procureur du Parquet européen pour tirer un premier bilan de fonctionnement de cette nouvelle institution de l'UE.
- * Retour possible à la normale ? La persistance de la crise sanitaire entraîne une suspension sans précédent des règles européennes d'encadrement budgétaire et des aides d'Etat alors que se creuse l'endettement public. Nous nourrirons le débat qui s'annonce au sein de l'Union sur un retour aux règles ou leur refonte.

■ Surmonter la crise économique et sociale avec le Pacte Vert européen

La transition énergétique est un des défis majeurs de l'Union Européenne pour faire face au changement climatique et faire du *Green Deal* une réalité tangible. La décennie qui s'achève a vu la réalisation de la Communauté Européenne de l'Energie que Jacques Delors appelait de ses vœux dès 2010. La décennie qui s'ouvre doit transformer l'essai et faire de cette transition énergétique et solidaire un des succès de l'Union Européenne. Dans cette perspective, nos travaux étudieront les dimensions sociales, d'innovation et de financement de cette transition.

Pour être acceptable aux yeux des Européens, cette transition doit être accompagnée de mesures qui la rendent juste. L'Institut porte ainsi depuis 2017 une proposition de Pacte social pour la transition énergétique afin d'accompagner les travailleurs des secteurs en transition, de former les jeunes à des emplois d'avenir, de lutter contre la précarité énergétique et contre la pollution de l'air, et de donner du pouvoir aux consommateurs. L'Institut poursuivra ces travaux, notamment sur la précarité énergétique et sur le Fonds pour une transition juste, proposé par Ursula von der Leyen.

● Faire de la transition énergétique une chance pour la justice sociale

Cette idée-clé sera la base de trois publications diffusées dans le courant de l'année :

- * PP sur la précarité énergétique (1er trim.)
- * PP sur une taxation de l'énergie socialement juste (2e trim.)
- * Projet de tribune de presse (OpEd) : trois ans après les 'gilets jaunes', mettre la transition énergétique au service de la justice sociale (4e trim.)

■ Une recherche appliquée sur l'efficacité énergétique

Lancé à la fin de l'année 2020, le projet européen de recherche Horizon 2020 REFEREE, auquel participe notre centre énergie (JDEC), va mettre en avant les nombreux bénéfices que peuvent apporter les mesures d'efficacité énergétique, notamment pour la santé, la réduction des dépenses, la création d'emplois, l'environnement... Ces bénéfices non-énergétiques seront quantifiés dans un outil permettant aux décideurs politiques et aux investisseurs de mieux les prendre en compte lorsqu'ils financent et mettent en place des mesures d'efficacité énergétique, pour ainsi les encourager à prendre de telles décisions. Les progrès d'efficacité énergétique sont essentiels pour améliorer le quotidien de nombreux Européens qui sont en situation de précarité énergétique, et pour atteindre la neutralité climatique en Europe. L'Institut Jacques Delors est en charge de la communication et de la diffusion des résultats de ce projet, ainsi que de l'implication des usagers.

- **Innover pour la transition énergétique**

Chine, Japon, Etats-Unis et Union européenne visent désormais le même objectif: rendre leurs économies neutres pour le climat d'ici à 2050 (Europe, Etats-Unis, Japon) ou à 2060 (Chine). Afin que l'Europe contribue à cette transformation mondiale et qu'elle soutienne ses entreprises pour que celles-ci deviennent les leaders de l'économie verte d'aujourd'hui et de demain, l'Union européenne doit soutenir la recherche et l'innovation. A l'heure des choix budgétaires et réglementaires, les décideurs européens et nationaux ont l'occasion de créer un cadre politique à la hauteur des enjeux de cette décennie et de ce siècle. A cette fin, l'Institut Jacques Delors prévoit notamment les activités suivantes:

- * Analyse de l'état de l'écosystème d'innovation dans les secteurs des énergies propres
- * Analyse de la contribution des politiques économiques de relance à l'innovation dans les secteurs des énergies propres
- * Analyse des liens entre réglementations européennes et soutien à la recherche et l'innovation

- **Engager pleinement la France dans le Pacte vert**

En vue de la présidence française du Conseil de l'UE du premier semestre 2022, notre centre énergie va mener un projet afin d'engager la France comme un acteur à part entière du débat européen sur le Pacte vert, notamment dans le cadre des nouvelles propositions législatives attendues à l'été 2021 pour adapter la politique de l'énergie et des transports aux nouveaux objectifs climatiques de l'Union (réduction d'ici à 2030 de 55% des émissions de gaz à effet de serre par rapport à leurs niveaux de 1990 pour atteindre la neutralité climatique en 2050).

Ce projet comporte trois volets principaux visant à mieux informer les décideurs politiques nationaux actuels et futurs de la transition énergétique française et à faire du gouvernement français un soutien clé aux politiques climatiques dans l'UE :

- * Comprendre l'opinion publique sur le Pacte vert en période du Covid par le biais d'une analyse des données existantes en France et dans l'Union européenne. Cette étude, en éventuelle collaboration avec d'autres organisations (i.e. CEVIPOF-ScPo) prévoit également une conférence de presse, une tribune ainsi que des tables rondes avec des décideurs clés du gouvernement français.
- * Faire du Pacte vert européen un moteur de justice sociale. (cf. point supra)
- * Mettre en œuvre le "European Green Deal" en France grâce à un "Pacte vert français". Une première publication fournira aux décideurs nationaux une analyse des politiques existantes et à venir du Green Deal européen afin de concevoir une politique de l'énergie et des transports adaptée. Un deuxième policy paper aura pour objet l'impact climatique, politique et économique du projet de transition énergétique allemand, l'Energiewende, en amont des élections fédérales attendues outre-Rhin en août-octobre 2021.

Outre ces publications, ce projet, prévu sur toute l'année, comprendra plusieurs formations, tables rondes et la réalisation d'entretiens avec différents experts (think tanks, ONG), décideurs (nationaux, régionaux, locaux, ainsi que les conseillers politiques des principales familles politiques françaises) et journalistes, notamment en vue de la présidence française du Conseil susmentionnée ainsi que des élections présidentielle et législatives prévues en France en 2022.

■ Engager de nouvelles solidarités européennes

Une transition juste implique d'accompagner les travailleurs à tout âge et en toute situation. Étendre la formation tout au long de la vie s'inscrit dans le cadre du "Socle européen des droits sociaux", dont la mise en œuvre comprend aussi un appui à l'économie sociale et solidaire. Ainsi l'Institut Jacques Delors s'activera :

- **Pour un droit européen à la formation tout au long de la vie**

- * PP et tribune de presse (OpEd) en faveur d'un compte européen d'activité, à la suite du rapport présenté fin janvier 2021 avec le soutien de la FEPS sur cette proposition.
- * Publication rappelant l'engagement historique de Jacques Delors pour la formation tout au long de la vie

- **Pour une mise en œuvre du "Socle européen des droits sociaux"**

Nous accompagnerons la communication attendue de la Commission sur ce sujet par la diffusion d'un blogpost dédié et la tenue d'un webinaire "Euroquestions"

- **Pour l'essor de l'économie sociale et solidaire (ESS) en Europe**

- * PP sur la contribution de l'Union européenne au développement de l'ESS
- * Webinaire sur l'UE et l'ESS, en amont du plan d'action que la Commission présentera à ce sujet au second semestre 2021
- * Séminaire d'expert dédié au groupe Macif

- **Vers un nouveau capitalisme européen ?**

À l'occasion du sommet social de Porto, qui se tiendra en mai 2021 sous présidence portugaise du Conseil, l'IJD organisera avec la fondation Gulbenkian une conférence sur la responsabilité sociale et environnementale des entreprises en Europe

■ Quelle "Europe de la santé" nécessaire ?

Revendiquée pendant la pandémie sans être clairement définie, l'Europe de la santé doit respecter la subsidiarité dans la dispense des soins de santé mais se révèle l'échelle pertinente pour la veille, la prévention et la gestion des risques pesant sur nos systèmes de santé. Nos travaux plaideront pour :

- * Des stress tests européens des systèmes de soins pour évaluer leur capacité dans les Etats membres à affronter les crises sanitaires
- * Un plan européen de préparation et réaction aux crises sanitaires et pandémies, avec le développement d'indicateurs communs
- * Un futur espace européen protégé des données de santé



Photo by Yuriz on Dreamstime.com

BÂTIR UNE PUISSANCE RESPONSABLE .

Créée pour dépasser les rapports de force entre nations, la construction européenne tarde à se penser autrement qu'en puissance réglementaire. Cependant, la politique nationaliste agressive de Donald Trump et la confrontation des deux blocs américain et chinois, qui se poursuivra sous l'administration Biden, ont suscité un sursaut stratégique des Européens. La recherche d'une plus grande autonomie stratégique marque à présent un tournant dans un processus d'intégration resté longtemps très introverti. Il s'agit de renforcer à la fois la résilience et l'influence de l'UE pour défendre ses valeurs et ses intérêts, tout en renforçant les règles multilatérales. La Commission d'Ursula von der Leyen a notamment entrepris de tirer davantage parti du poids du Marché unique en coordonnant diverses politiques (commerce, concurrence, industrie, numérique, innovation, ...) pour affirmer le poids d'un troisième bloc européen - qui s'affirme tout en voulant renforcer la coopération internationale.

Nous nous concentrerons sur certains enjeux-clés que doivent affronter les Vingt-Sept.

■ Quelle stratégie européenne face à la Chine ?

- * Mise sur pied d'un groupe de travail sur les relations UE-Chine piloté par l'ambassadrice de France, Sylvie Bermann (proposition à venir).
- * Publication sur « Les leçons à tirer de la méthode Barnier sur le Brexit pour renforcer la cohésion des Vingt-Sept à l'égard de la Chine » : la Commission européenne a contribué depuis 2019 à clarifier un agenda européen vis-à-vis de la Chine sans bénéficier encore d'un soutien coordonné et cohérent de la part des Etats membres. L'UE doit capitaliser sur la cohésion qu'elle a tirée du Brexit : quelles leçons en tirer ?
- * Séminaire et publication sur une coopération transatlantique vis-à-vis de la Chine (réforme de l'OMC et nouvelles initiatives plurilatérales, ...) : coopérer sans s'aligner. La victoire de Biden ouvre une nouvelle fenêtre d'opportunité pour la coopération transatlantique. Les Européens doivent en tirer parti en favorisant des initiatives qui permettent d'afficher un réengagement de Washington, tout en se préservant des pressions qui vont se renforcer pour obtenir un alignement des Vingt-Sept sur les intérêts américains.

■ Quelle nouvelle relation développer avec les États-Unis ?

- * Pilotée par Nicole Gnesotto, notre conférence du 8 décembre 2020 sur la stratégie de l'UE à définir vis-à-vis de l'administration Biden doit déboucher sur des recommandations et un suivi régulier de la nouvelle relation à mettre en oeuvre. Des notes et séminaires seront prévus à cet effet (cf. aussi point précédent)

■ Quelle « autonomie stratégique ouverte » pour l'Europe ?

- * Publication sur la résilience des chaînes de valeur européennes à l'heure du nationalisme économique/technologiques.
- * Cycle de notes pour une stratégie numérique de l'UE en matière commerciale. L'essor du e-commerce, accéléré par la pandémie, lance des défis à l'Europe de protection des données, cybersécurité, développement de l'intelligence artificielle ainsi que d'accès aux marchés. Une série de notes définira les contours d'une stratégie européenne pour les relever.
- * Le défi des subventions à l'ère post-Covid: coordination et encadrement au sein du Marché unique, comme au niveau multilatéral ?

■ Le Royaume-Uni et l'UE : rivaux ou alliés ?

Avec ou sans accord, 2021 marquera le début de l'ère post-Brexit. Indépendamment du cadre juridique, il reste à définir ce que seront les nouvelles relations à la fois politiques et économiques des Vingt-Sept avec le Royaume-Uni. Pour cela, nous envisageons une publication, éventuellement articulée avec un séminaire, sur le défi de la 'patience stratégique' post-Brexit ou comment retrouver des espaces de coopération entre le Royaume-Uni et l'UE

■ Quelle Allemagne post-Merkel ?

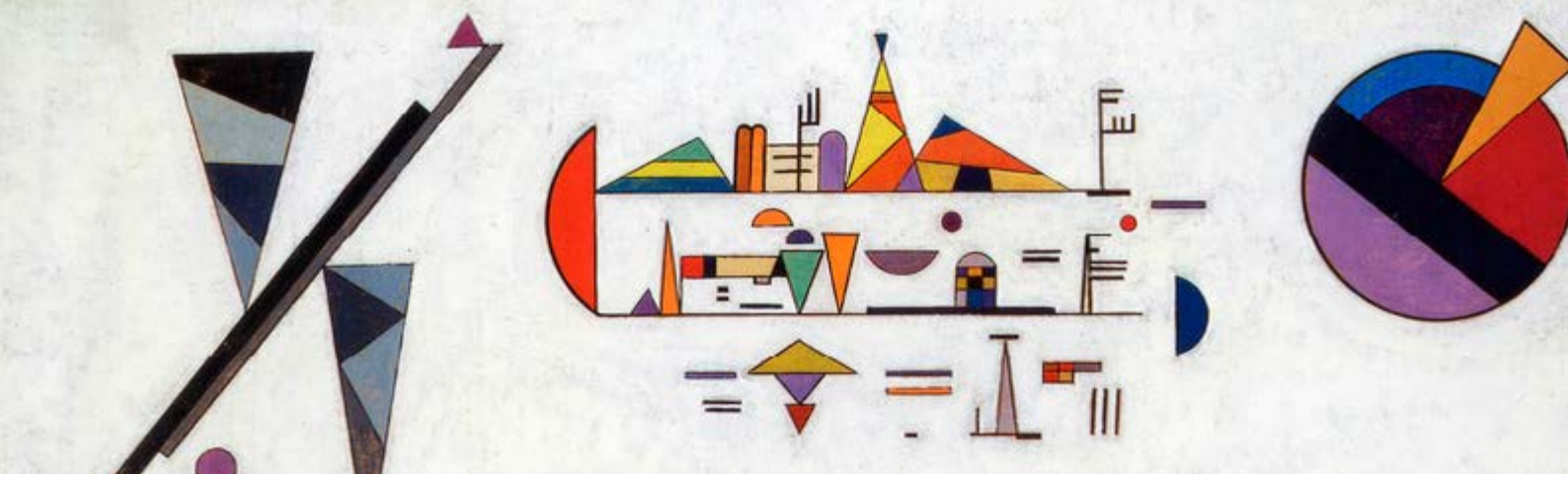
Les élections législatives attendues fin septembre 2021 ouvriront la succession d'Angela Merkel, chancelière depuis plus de 15 ans. Avec nos collègues de Berlin et de Bruxelles, nous suivrons de près ce tournant dans la vie politique allemande et par extension européenne, en l'inscrivant plus largement dans une séquence électorale qui se poursuivra en France en 2022 avec l'élection présidentielle.



Rencontres d'Evian



Avec le Jacques Delors Centre de Berlin (Hertie School) et Europe Jacques Delors (Bruxelles), l'IJD élabore les notes de cadrage préparatoires aux Rencontres d'Evian. Celles-ci réunissent chaque année, début septembre, les dirigeants de grandes entreprises de France et d'Allemagne. Notre président d'honneur, Pascal Lamy, y intervient régulièrement.



Kandinsky, 1931, <https://commons.wikimedia.org>

CONSOLIDER L'APPARTENANCE À L'UNION ET SA GOUVERNANCE .

La crise sanitaire aura mis de nouveau à rude épreuve les ressorts institutionnels de l'Union européenne pour conjurer la pandémie et contrer ses effets économiques et sociaux. Ses retombées politiques sont aussi à anticiper ainsi que les leçons à tirer pour une meilleure gouvernance européenne, que le défi migratoire interroge également. La Conférence sur l'avenir de l'Europe doit aider l'UE à surmonter ses blocages.

■ Comment répondre au défi migratoire ?

A la suite du nouveau Pacte présenté en septembre 2019 par la Commission, notre groupe de travail sur les migrations, piloté par Jérôme Vignon, compte poursuivre ses échanges, publications et interventions sur :

- **Les actions innovantes à mieux faire connaître et soutenir à l'échelle européenne en matière d'accueil et d'intégration accomplies par les collectivités territoriales**

Ce thème fera l'objet d'une conférence avec la fondation Gulbenkian, en marge de l'exposition au MuCem à Marseille "Europa-Oxala" (octobre 2021)

- **Les moyens d'européaniser les actions nationales pour organiser les flux d'immigration légale de travail**



Une partie de ces travaux pourrait alimenter une conférence pendant la présidence portugaise du Conseil afin de tirer un premier bilan de l'adoption du Pacte sur l'asile et la migration proposé par la Commission, avec le concours éventuel de l'Institut Egmont.

■ Répondre aux conséquences politiques de la pandémie

- **L'impact politique du Covid-19 sur les populismes en Europe**

La crise, l'incertitude et la peur entraînent une demande de protection et de sécurité et le renforcement des pouvoirs exécutifs (dans les démocraties libérales comme dans les régimes autoritaires) et la limitation des libertés individuelles pour une durée conséquente. De l'avis de la plupart des observateurs, les populismes et l'extrême droite n'auraient pas profité du Covid-19 en Europe. Cette hypothèse pourrait être défendue à court terme même si des

nuances importantes devraient être apportées (cf. cas de la Hongrie). Par contre, la durée de la crise sanitaire risque de jouer un rôle essentiel dans l'affaiblissement ou, à l'inverse, le renforcement des populismes durant cette période.

Un rapport interrogera la tolérance aux mesures draconiennes prises par les gouvernements, le risque de voir s'amplifier le discours de xénophobie et de division contre le discours de solidarité et plus largement de voir contesté le modèle de société ouverte sur lequel repose l'UE et ses démocraties libérales. C'est la capacité de l'Union à défendre ses valeurs démocratiques et l'état de droit qui sont en jeu.

■ Adapter la gouvernance européenne

- **Gouverner face aux crises : la nécessité d'une capacité de décision et d'action efficace et légitime.**

La gestion de la crise du Covid-19 lance, à nouveau après dix ans de crises, un défi en termes de leadership, de cohérence mais aussi d'efficacité à la gouvernance européenne et en particulier au Conseil européen. Dans une situation de crise, qui exige que l'Union européenne et ses Etats membres puissent apporter des réponses aux défis qui leur sont lancés, les citoyens européens découvrent avec frustration les limites de la gouvernance européenne et son « déficit exécutif » : faiblesse du pouvoir exécutif européen ; caractère polyarchique des institutions communautaires et son corollaire, l'absence d'un leadership politique clair ; concurrence entre les institutions et les États, etc. Surtout, la difficulté de négociation entre les Vingt-Sept semble affecter l'efficacité du processus de décision.

Réalisation d'une étude analysant le caractère dysfonctionnel du Conseil européen et les voies qui permettraient de renforcer la capacité d'action et de décision à l'échelle de l'UE face aux circonstances exceptionnelles.

Envisagé au 1^{er} trimestre, un colloque organisé conjointement avec la commission des affaires européennes de l'Assemblée nationale et son Vice-Président Jean-Louis Bourlanges, viserait plus largement à dresser l'état des blocages institutionnels, comme la règle de l'unanimité, mais aussi les blocages culturels qui entravent la poursuite de l'intégration européenne.

■ L'Observatoire politique du Parlement européen

Présidé par Pascal Lamy et conduit par Christine Verger, notre Observatoire politique du Parlement européen, issu du groupe de travail constitué aux dernières élections européennes, se propose en 2021 de suivre activement la prochaine Conférence sur l'avenir de l'Europe et d'en alimenter la réflexion au regard de son agenda.

Par ailleurs, l'Observatoire poursuivra ses échanges et publications sur :

- * La nouvelle géographie politique du Parlement européen, en collaboration avec VoteWatch
- * La gestion de la crise sanitaire par le Parlement européen, qui a dû adapter ses méthodes de travail et de délibération et faire valoir sa valeur ajoutée.

- **Actualité des 'pères de l'Europe'**

Avec les fondations Geremek, Spinelli et la bibliothèque V.Havel, notre Institut participe à un projet de recherche intitulé "Beyond Schuman" sur l'appropriation du message schumanien par d'autres grandes figures de la construction européenne.

Une publication analysera dans quelle mesure Jacques Delors s'inscrit dans cet héritage et fera l'objet d'un débat avec les jeunes générations.

Une recherche européenne sur la différenciation



Depuis fin 2019, l'Institut Jacques Delors participe dans un projet multi-annuel financé par le programme Horizon2020, intitulé EU IDEA (« Integration and Differentiation for Effectiveness and Accountability »). Son objectif est de mieux comprendre les opportunités et risques d'utiliser l'intégration différenciée pour faire avancer le projet européen. Dans ce cadre, notre think tank coordonne l'analyse des expériences d'intégration différenciée dans le domaine économique - Union économique et monétaire (UEM) et marché unique.

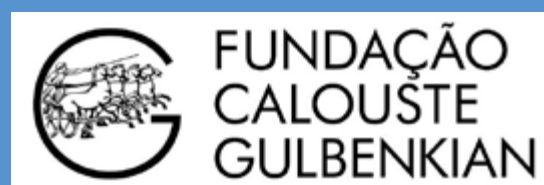
En coopération avec l'IAI (Italie), l'EPC (Belgique), Cidob (Espagne) et nos collègues du Jacques Delors Centre à Berlin, l'IJD sous la conduite d'Eulalia Rubio développe un cadre théorique commun pour analyser et comparer différentes formes d'intégration différenciée dans quatre domaines : l'UEM, le secteur financier, le secteur énergétique, et les régimes d'accès différenciés de pays tiers dans le marché unique.

En 2021 est programmé :

- * La conduite d'entretiens sur la différenciation avec des responsables politiques en France
- * L'organisation d'un séminaire de recherche avec JDC, EPC, IAI, Cidob sur la différenciation dans le domaine économique. Ce séminaire servira à la rédaction de la note de recherche finale : «How effective is differentiation in the EU's economic policy sphere?»
- * Au second semestre, des ateliers et événements publics sur ces questions sont prévus à Barcelone et à Berlin avant la préparation des recommandations finales du projet global et à sa conférence de clôture fin 2021 à Bruxelles.

AVEC LE SOUTIEN DE NOS PARTENAIRES

Toute l'année,
l'Institut Jacques Delors
organise des conférences pu-
bliques, séminaires d'experts et
rencontres de haut niveau,
en étroite collaboration
avec ses partenaires financiers,
auprès desquels il fait valoir son
expertise européenne
indépendante.



Essentiel pour moi

